



## **Rencontre informelle Nouveau Réseau de Proximité. DRFiP du Rhône 26/11/2019**

Ce jour, la direction nous conviait à une « rencontre » au sujet du NRP.

Vos représentants, soucieux de garantir aux agents le meilleur niveau d'information possible, s'y sont rendus.

Nous avons brièvement et d'emblée réaffirmé l'exigence de retrait d'un projet irresponsable qui vise à détruire la plus grande partie de nos structures.

Disons le tout de suite, aucune annonce importante n'a été faite.

Devant l'absence de volonté directionnelle de retirer ne serait-ce que des pans de son projet de fermetures (aucune annonce de non fermeture de service) et la vacuité des propos tenus, vos représentants se sont retirés au bout d'une petite heure accompagnés par ceux de la CGT.

Quelques éléments « notables » :

Une « V3 » en préparation. La DR veut nous associer à cette opération de démantèlement. La date de publication sera antérieure à la période des demandes de mutations ( mai 2020) relatives mouvement de septembre 2020.

Les agents souhaitant quitter leur structure avant une éventuelle fermeture/fusion ne bénéficieraient d'aucune priorité.

Hors champ des restructurations, signalons que les 300 ALD auront priorité pour rester sur place, sur leur emploi s'ils le souhaitent et si le poste est effectivement « vacant ».

Concernant les structures :

L'antenne du SIE de Tarare créée à Givors en remplacement du SIE fermé sera « pérenne ».

Qu'est-ce qu'une antenne pérenne et en quoi l'est-elle ? Nous n'en saurons pas plus.

Pour le CPS, le DRFiP a réaffirmé sa volonté de maintien à Lyon... Mais que la décision, comme pour les autres services supra-départementaux, ne relève pas de lui. Cette posture ne risque pas de rassurer les collègues.

La colère des PCE 3 et 4 délocalisés à Bron Rebufer ? « J 'irai les voir ».

Les restructurations doivent se faire de 2021 à 2023. Rien de neuf ici.

Maintien de cinq services de contrôle fiscal ( BDV et PCE) à la Part-Dieu. Ceci découlait au moins implicitement des annonces de la « V2 ».

La fermeture des 24 trésoreries et celle du SIE de Givors constituent un cataclysme pour les collègues et nos structures. Les présentations les plus habiles ne changeront rien à une réalité qui mérite d'être combattue sans relâche. Nous multiplions les contacts avec des élus influents afin d'obtenir des prises de position officielles (délibérations) pour renforcer la pression sur la Direction régionale et sur Bercy.